

Finch, Ron. *Exporting Danger. A History of the Canadian Nuclear Energy Export Programme*, Montréal, Black Rose Books, 1986, 240 p.

Michel Duquette

Volume 20, numéro 1, 1989

L'Arctique : ses dimensions économiques, politiques, stratégiques et juridiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702483ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702483ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Duquette, M. (1989). Compte rendu de [Finch, Ron. *Exporting Danger. A History of the Canadian Nuclear Energy Export Programme*, Montréal, Black Rose Books, 1986, 240 p.] *Études internationales*, 20(1), 234–236.
<https://doi.org/10.7202/702483ar>

estimant à 95 % la part militaire de la R & D soviétique totale. Au fond, les raisons de cette mauvaise connaissance des dépenses militaires sont nombreuses: différences de méthodologie, qualité incertaine des statistiques et de leur interprétation, coût réel des ressources, systèmes de prix différents, camouflage d'informations gênantes, etc...

Cet ouvrage est évidemment fondamental pour tous les spécialistes de la question. Il ne s'adresse pas à un large public, car sa lecture sans être jamais ardue n'en est pas moins exigeante, compte tenu de ses développements techniques. Cependant, s'il n'est pas sûr que la plupart des lecteurs soient mieux informés sur l'effort réel de défense engagé par l'URSS à la fin de cet ouvrage, ils sauront pourquoi les estimations sont aussi divergentes et ils comprendront les difficultés de mise en œuvre d'une réduction proportionnelle des dépenses militaires mondiales dans le cadre d'un accord de désarmement. Enfin, il s'agit d'un ouvrage rare, en ce sens qu'il permet aux spécialistes français, britanniques, japonais et canadiens de s'exprimer dans un domaine habituellement monopolisé par les recherches financées par le Gouvernement des États-Unis.

Jacques FONTANEL

*U.F.R. - Faculté des sciences économiques
Université de Grenoble*

RELATIONS INTERNATIONALES DU CANADA ET DU QUÉBEC

FINCH, Ron. *Exporting Danger. A History of the Canadian Nuclear Energy Export Programme*, Montréal, Black Rose Books, 1986, 240p.

L'évolution à la fois rapide et mystérieuse de la technologie nucléaire, depuis

la fin du second conflit mondial, est le type même du secret mal gardé. Jamais une percée scientifique n'a connu un développement aussi spectaculaire, jamais prévisions scientifiques n'ont été à ce point déjouées. Dans le nucléaire, rien ne s'est passé comme prévu. L'URSS ne devait jamais posséder la bombe, elle la développa en 1949. L'Europe était à genoux, et pourtant elle développa sa propre filière militaire et civile. Le tiers monde n'existait même pas; or en 1971, l'Inde fit exploser sa bombe et, de nos jours, tout le monde sait qu'Israël et l'Afrique du sud en disposent également. Les applications de l'atome se retrouvent dans plus de 20 pays malgré le Traité de non-prolifération nucléaire. Où va-t-on dans ce domaine? On ne sait trop.

Pour avoir participé de près à l'effort de guerre, le Canada est mis dans le secret des dieux et, la paix revenue, il met au point sa propre filière qui fonctionne à l'eau lourde ou deutérium, un isotope de l'hydrogène, et à l'uranium léger. D'où le sigle CANDU (Canadian Deuterium Uranium). Finch retrace cette époque fondatrice avec l'essor d'Énergie atomique du Canada Ltée (EACL), qui devient un « fief » gardé, échappant à tout contrôle de la part des élus, puis les projets d'implantation électro-nucléaire en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick. C'est de loin Hydro-Ontario qui va le plus loin dans les implantations avec plus de douze réacteurs installés, grâce à la collaboration d'EACL.

La consolidation de ce vaste complexe scientifique et technologique exige cependant l'ouverture d'un marché important. Celui-ci est limité au Canada. On s'oriente donc, en toute logique, vers un programme d'exportation de cette technologie. D'abord un accord de coopération nucléaire entre le Canada et l'Inde en 1955 amène la construction du réacteur CIRUS, un beau cadeau des contribuables canadiens à l'Union indienne, dans le cadre du programme Co-

lombo. Suit un autre accord avec le Pakistan en 1965. Ces premiers succès, qui eurent d'ailleurs des lendemains amers, furent les plus faciles. Pour arracher d'autres contrats à l'extérieur, le gouvernement canadien dut mettre les bouchées doubles et renoncer à ses scrupules, en face du Traité de non-prolifération et de la féroce compétition que lui opposent sur le marché mondial les technologies américaine et européenne. Malgré tout Taïwan, l'Argentine et la Corée du sud furent les seuls pays à accueillir chez eux le CANDU. On approcha également le Mexique, la Turquie et la Roumanie, mais des problèmes d'endettement mirent un terme aux espoirs canadiens.

Le petit péché de la filière canadienne au deutérium et à l'uranium léger est de produire d'abondants déchets de plutonium, le composant principal des bombes atomiques. L'Inde utilise ainsi son savoir-faire dans la mise en place du CANDU, technologie « civile » pour produire à l'insu de tout le monde sa première bombe, une application « militaire » cette fois. Cette contribution involontaire du Canada à la prolifération nucléaire, surtout quand on songe aux relations difficiles de l'Inde avec ses voisins, le Pakistan et la Chine, pousse Ottawa à interrompre toute coopération nucléaire avec New Delhi. Finch ne nous cache rien de l'embarras canadien, tout comme il s'étend sur les risques inhérents au transfert technologique nucléaire. Il est bien difficile, malgré les traités signés, de tracer la frontière entre applications civile et militaire de l'atome, et cela devrait conduire à un resserrement des normes de contrôle. Le Canada s'y emploie à partir de 1974, mais la suite des événements fait dire à notre auteur que, dans les faits, rien ni personne ne peut s'opposer à ce que les pays récipiendaires utilisent les connaissances acquises à des fins militaires. Surtout lorsque les pays-clients s'appellent l'Argentine, une dictature militaire jus-

qu'en 1984 et la Corée du sud, autre régime totalitaire. Dans les années 1970, la Turquie et la Roumanie n'étaient pas non plus, observe Finch, des modèles de démocratie formelle. Cette réalité aurait dû pousser le Canada à plus de prudence, ce qui n'a pas été le cas.

C'est que, pour préserver dans son intégrité le complexe scientifique canadien autour d'EACL, on aurait systématiquement désinformé les contribuables et l'opinion publique sur le programme d'exportation et de transfert technologiques; qu'il s'agisse des coûts réels constamment sous-estimés, des risques de prolifération passés sous silence et de la performance des réacteurs CANDU. Ici au moins, Finch aurait pu nous dire qu'ils sont parmi les plus fiables et les mieux contrôlés du monde. Mais cette observation aurait desservi le jugement sévère qu'il porte sur l'ensemble du programme, et il s'en abstient.

Qui plus est, on peut regretter que l'analyse de Finch ne s'inscrive pas dans le cadre d'un exposé plus contextuel, qui permette de déterminer, pour chacun des joueurs, quelles étaient les règles du jeu sur le marché mondial de la technologie nucléaire. Faute de recul sur ce que font de leur côté Américains et Européens, la petite histoire, souvent juteuse, des tractations canadiennes auprès de ses pays-clients laisse planer de dangereux soupçons sur l'honnêteté des protagonistes, l'usage du mensonge par les politiciens et le recours général aux pots-de-vin lors des marchandages. Or il est douteux que le Canada ait eu le monopole de ces prononcés.

Il n'est pas non plus évident que ces pratiques aient été l'apanage exclusif de l'industrie nucléaire. Qu'en est-il lors des transactions d'armements ou tout simplement à l'occasion des grands projets de coopération internationale dans le tiers monde? Quels sont les critères qui jouent dans les choix des acheteurs, les avantages

alléchants que consentent les fournisseurs et jusqu'où peut aller la compétition entre vendeurs de tout acabit et financiers des pays riches, dans leurs tentatives d'élargir leur zone d'influence réciproque. J'ai bien peur qu'en nous exposant avec force détails les petits dessous de la coopération nucléaire, Ron Finch ne soit venu en présence des paramètres actuels de la compétition internationale. Nul doute qu'avec davantage d'expérience et une connaissance plus intime de la problématique d'ensemble du transfert technologique dans les filières intensives en capital, Ron Finch s'en serait rendu compte. Sans ce nécessaire recul, on s'expose à croire, comme l'auteur, qu'en plus de polluer l'environnement et de produire d'innombrables déchets qu'une main mégalomane finit tôt ou tard par recycler en bombe atomique, la filière électro-nucléaire pervertit l'âme humaine, corrompt les institutions et donne carte blanche aux entremetteurs les moins honorables de la planète.

Dans l'imaginaire contemporain, ce qui caractérise la technologie nucléaire, c'est sa capacité de symboliser avec perfection tout ce qui, dans notre monde, va mal et fait mal. Avec cet épouvantail des temps modernes, la conscience écologique pétrie de morale s'est trouvée un bouc émissaire commode mais une cause inutile. Car si l'on remplaçait les centrales atomiques par des usines au charbon et au mazout, et si 3 milliards de nos semblables, principalement dans le tiers monde, devaient s'en remettre au charbon de bois pour faire cuire leur pitance, je ne suis pas sûr que la qualité générale de l'atmosphère, la couche d'ozone ou le couvert végétal de notre bonne vieille terre s'en porteraient mieux. Les causes de la dégradation de l'écosystème sont complexes mais certains préfèrent simplifier les choses.

D'ailleurs l'intention de Finch ne va pas si loin; elle consiste à discréditer une

filiale tenue « symboliquement » pour responsable des maux de la terre, et sa méthode volontairement restrictive vient entretenir, à tout le moins au niveau de la petite histoire, les soupçons que tout un chacun nourrit sur une technologie encore « magique » et aux perspectives futures pour le moins incertaines.

Michel DUQUETTE

*Chercheur à l'Université de Montréal et
chercheur-associé au C.R.E.D.I.T. de l'UQAM*

HERO, A.O. et BALTHAZAR, Louis.
Contemporary Québec and the United States, 1960-1985, Center for International Affairs (Harvard Univ.) et University Press of America, 1988, 532p.

Le livre de Hero/Balthazar présente une étude complète, détaillée et fort bien documentée des rapports récents et multiples entre le Québec et les États-Unis. C'est le travail le plus élaboré que j'aie lu sur le sujet.

Même s'il a été conçu surtout à l'intention des lecteurs américains et canadiens anglophones, les francophones y trouveront intérêt et information. À cet égard, le chapitre sur les perceptions américaines du Québec est fort utile. S'y trouve confirmée, preuves à l'appui, une constatation bien concrète à laquelle mes collègues et moi en étions venus après 1976 (j'étais alors ministre des Affaires intergouvernementales): si les Américains sont en général effectivement peu renseignés sur le Québec, ceux qui sont mieux au fait puisent leur information, par exemple, dans des journaux comme *The Globe and Mail* de Toronto ou *The Gazette* de Montréal, ou auprès de représentants canadiens-anglais de sociétés américaines établies au Québec ou ailleurs au Canada. Peu sont à même de nous percevoir à travers des publications ou des porte-parole francophones. On com-